

# Existe-t-il un lien entre l'antisémitisme et l'immigration en Europe de l'Ouest aujourd'hui ?

## Le cas de la France

**Elodie Druetz et Nonna Mayer**

Centre d'études européennes et de politique comparée  
de Sciences Po/Centre national de la recherche scientifique

### Préface

Ce document est une synthèse du rapport *Antisemitism and Immigration in Western Europe Today : is there a connection? The case of France*.

Ce rapport national constitue une contribution à un projet de recherche réalisé en 2016/2017 et qui porte sur cinq pays d'Europe : Belgique, France, Allemagne, Pays-Bas et Royaume-Uni.

Un rapport final « Existe-t-il un lien entre l'antisémitisme et l'immigration en Europe de l'Ouest aujourd'hui ? Une étude dans cinq pays – Conclusions et recommandations » recense les points communs et les différences entre les pays et fournit des recommandations à l'intention des organisations de la société civile et des pouvoirs publics.

Ce projet a été commandité par Stiftung Erinnerung, Verantwortung und Zukunft (EVZ) basée à Berlin, et coordonné par Pears Institute for the study of Antisemitism, Birkbeck, University of London.

### Description du projet

Une idée tenace est que les nouveaux migrants qui arrivent en Europe, en particulier ceux qui arrivent du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA), seraient des vecteurs d'antisémitisme. Elle existe à des degrés divers et sous des formes différentes selon les pays. En tout état de cause, l'association des migrants MENA à une montée de l'antisémitisme est souvent faite et demande à être vérifiée.

Les migrants MENA ont occupé symboliquement une place centrale dans le débat sur les migrations depuis 2011. Ces années ont été marquées par le « printemps arabe » et ses conséquences et par la crise européenne des réfugiés. Ce projet de recherche est centré spécifiquement sur les migrants MENA<sup>1</sup> en raison de l'intensité de ce débat, et conformément aux objectifs définis par la fondation EVZ. Ce projet de recherche vise à établir si l'arrivée de migrants MENA depuis 2011 a eu un impact sur les attitudes et les comportements antisémites en Europe de l'Ouest. Le présent rapport porte sur le cas de la France. On se demande également si les organisations gouvernementales et celles de la société civile ont constaté un problème d'antisémitisme chez les migrants MENA. Pour répondre à cette question, on s'appuie sur un

recensement des données quantitatives et qualitatives existantes, complété par une nouvelle recherche qualitative portant sur les expériences et les témoignages d'une série d'acteurs.

## Le contexte

La France a la plus large minorité juive de l'UE (estimée autour de 500 000) et la plus large minorité musulmane après l'Allemagne (autour de 4 millions, selon l'enquête TeO). Les enjeux de l'identité, de l'immigration et de l'Islam sont devenus centraux dans le débat politique, parallèlement à la dynamique électorale du Front national et à la surenchère de la droite Sarkozyste sur ces enjeux.

Pour ce qui est de l'antisémitisme, on observe une montée spectaculaire des actes et menaces antisémites depuis le début de la seconde Intifada en 2000. Parmi les plus marquants, on retiendra l'affaire Ilan Halimi en 2006 (un jeune juif, kidnappé et tué parce que juif), la manifestation « Jour de colère » de janvier 2014, les manifestations pro-Gaza de juillet la même année après l'opération israélienne Bordure protectrice, et une série d'attentats liés au terrorisme islamiste (affaire Merah en 2012, tuerie de l'Hyper Cacher - 4 morts - en 2015). C'est ce qui explique pourquoi, comparée aux autres communautés juives d'Europe, celle de France manifeste le degré de peur le plus élevé (Enquête de la FRA, 2012). Inquiets de la montée d'un « nouvel » antisémitisme au nom de l'Islam, les Français juifs sont de plus en plus nombreux à partir pour Israël depuis 2012.

Pour ce qui est des immigrés, la France est une terre d'immigration depuis le XIXe siècle. La proportion d'immigrés dans la population totale est en hausse régulière, passée de 3 % en 1911, à 7 % en 1930, autour de 7,5 % après la Seconde Guerre Mondiale, plus de 8 % à partir des années 2000 et 8,9 % en 2014. Le principal changement est que, jusqu'en 2009, le poids de l'immigration d'origine non européenne allait croissant (de 21 % en 1962 à 62 % en 2008). Depuis 2010, c'est l'immigration venue d'Europe qui augmente, au rythme de 12 % par an, représentant en 2014 près de la moitié de l'immigration totale (46 %). On note également que la France est le pays d'Europe qui compte la plus forte proportion de citoyens de « deuxième génération » (11 % de la population totale), nés en France d'au moins un parent immigré, et dont un tiers sont originaires du Maghreb.

L'opinion selon laquelle les migrants MENA pourraient contribuer à la hausse de l'antisémitisme apparaît marginale, même au sein de la communauté juive, qui craint plus l'antisémitisme déjà existant, notamment de la part des deuxièmes générations d'immigrés de culture musulmane.

## Les résultats

### Immigration et antisémitisme avant 2011

#### Immigration

D'après l'INSEE, avant 2011, les immigrés (soit les personnes nées étrangères à l'étranger résidant en France) représentaient entre 7 et 8 % de la population totale. Le flux d'entrée est de l'ordre de 200 000 par an et si l'on tient compte des décès et des départs, le solde d'immigration net est de 90 000 ([www.insee.fr/fr/statistiques/1281393](http://www.insee.fr/fr/statistiques/1281393)). À cette période, la tendance était à la hausse de l'immigration non européenne, passée de la moitié du total en 1990 à 62 % en 2008, en provenance principalement du Maghreb et d'Afrique sub-Saharienne ([www.insee.fr/fr/statistiques/1372605?sommaire=1372680](http://www.insee.fr/fr/statistiques/1372605?sommaire=1372680)).

### Antisémitisme

Le niveau des opinions antisémites est peu élevé et il recule depuis 2000 (voir infra l'Indice Longitudinal de Tolérance, sur la base du Baromètre Annuel de la Commission nationale consultative des droits de l'homme/CNCDH). La minorité juive est de loin la mieux acceptée.

Mais les vieux stéréotypes associant les juifs au pouvoir et à l'argent perdurent. Et on note une forte progression des actes et menaces antisémites après 2000, qui suivent de près l'évolution du conflit israélo-palestinien. Par ailleurs un « nouvel » antisémitisme est en train de se développer, au-delà des cercles d'extrême-droite, parmi une population jeune d'origine immigrée prenant le parti des Palestiniens contre Israël et contre les Juifs en général. Et on assiste à l'émergence d'un antisémitisme culturel populaire, diffusé via des sites Internet et des spectacles (Dieudonné, Soral).

### Données démographiques

Début 2014, la France comptait 65,8 millions d'habitants, dont 4,2 millions d'étrangers (soit 6,4 % du total) et 5,9 millions d'immigrés (8,9 %, soit une augmentation de 0,08 % par rapport à 2004) ([www.insee.fr/fr/statistiques/1410693](http://www.insee.fr/fr/statistiques/1410693)).

Si l'on examine le profil de la population immigrée résidant en France, avant les flux récents de migrants et de réfugiés, elle présente les caractéristiques suivantes : un peu plus d'un tiers vient d'un autre pays européen, 42 % du continent africain dont plus spécifiquement 30 % du Maghreb. Ils sont un peu plus jeunes que les non immigrés (âge moyen 45,5 contre 39,8).<sup>2</sup> Leur niveau de diplôme est inférieur (38 % ont au plus un diplôme du primaire, contre 15 % des non immigrés), même si la proportion des deux groupes avec un diplôme du supérieur (au moins Bac + 3) est similaire (16 %).<sup>3</sup> La proportion de femmes est en légère augmentation, de 46 % en 1982 à 50 % en 1999 et un peu plus de 51 % en 2013.<sup>4</sup> Sur le plan de la religion, les musulmans sont surreprésentés dans la population immigrée (46 %, contre 26 % de catholiques et 19 % sans religion déclarée).<sup>5</sup>

### Immigration depuis 2011

Pour ce qui est des flux d'immigration récents, la population immigrée augmente de 12 % par an depuis 2009. 46 % des immigrés entrés en France fin 2012 viennent d'un autre pays européen, 30 % du continent africain (dont 17 % du Maghreb). Les femmes représentent 54 % du flux des nouveaux migrants en 2012, plus que chez les immigrés déjà installés. Contrairement à ces derniers, leur niveau de diplôme est supérieur à celui de la population dans son ensemble. Et ils sont plus jeunes que les précédentes vagues d'immigration.

Quant aux réfugiés, leur nombre est en augmentation (de 52 762 en 2010 et 57 337 en 2011 à 80 075 en 2015 et 85 244 en 2016, selon les chiffres du Ministère de l'Intérieur). Mais moins d'un quart voient leur demande acceptée. Et comparée aux autres pays européens, en particulier l'Allemagne, la France ne connaît pas de « crise » des réfugiés.

### L'antisémitisme depuis 2011

On note la continuation des tendances observées avant 2011 : déclin graduel des opinions antisémites, stabilisation à un niveau élevé des actes antisémites.

### Opinions

Les Juifs sont la minorité la mieux considérée en France avec le niveau d'acceptation le plus élevé sur l'Indice longitudinal de tolérance (CNCDH) (score de 82 sur 100 en 2016). Mais les vieux stéréotypes associant les Juifs à l'argent, au pouvoir, à une « double allégeance » (France/Israël) persistent, avec un pic en 2014, après l'interdiction des spectacles de Dieudonné puis des manifestations pro-Palestiniennes suivant l'opération israélienne Bordure protectrice à Gaza. Ils reculent de nouveau dans l'opinion depuis. Quelle que soit la période, l'adhésion à ces stéréotypes est plus élevée chez les personnes âgées, peu instruites, se positionnant à droite ou à l'extrême-droite. Le sentiment anti-israélien est une dimension distincte, sans lien fort avec ces vieux préjugés antisémites, qu'on trouve plus souvent dans une population jeune, instruite, et positionnée à l'extrême gauche.

### Actions et menaces

Les actes et menaces antisémites ont connu un pic en 2014 (incidents lors de la manifestation Jour de colère de janvier puis lors des manifestations pro-palestiniennes de l'été). Ils sont en net recul depuis mais ne sont jamais redescendus au niveau d'avant 2000. Concernant le profil des auteurs, on manque de données statistiques compte tenu de l'interdit qui frappe les statistiques dites « ethniques ». Mais divers indices montrent que les auteurs de ces actes ne viennent plus uniquement des cercles d'extrême droite, ils incluent aussi des jeunes issus de l'immigration, venant de banlieues défavorisées, parfois des petits délinquants, agissant au nom de l'islam et des droits des Palestiniens.

Il faut toutefois faire la distinction entre différents types d'actes antisémites. La majorité relève d'incivilités au quotidien (insultes, graffitis). Beaucoup moins nombreux sont les actes criminels motivés par l'antisémitisme, notamment la croyance que « les Juifs ont de l'argent », comme en témoignent le cas d'Ilan Halimi, kidnappé et torturé parce que juif, le cambriolage, doublé d'un viol, dans l'attaque contre un couple juif à Créteil, ou plus récemment l'agression d'un couple juif à Livry-Gargan. Il y a enfin les actes relevant du terrorisme au nom du Jihad (l'affaire Merah en mars 2012, l'attaque contre l'Hyper Cacher en 2015, et plusieurs agressions commises par des « loups solitaires » comme l'attaque à la machette d'un enseignant juif à Marseille (en janvier 2016).

En conséquence, comme le montrent plusieurs sondages, les Juifs de France sont profondément inquiets de cet antisémitisme, signalant des insultes, des menaces et des agressions dirigées contre eux en tant que juifs, percevant l'islam comme une menace et ne se sentant plus en sécurité en France. Un nombre record de Français juifs a quitté la France pour Israël, avec un pic de 7800 départs après les attentats terroristes de 2015, retombé à 5000 en 2016.

### Données comparatives

Les actes antisémites pèsent anormalement lourd dans le total des actes racistes pris en compte par les services de police (plus de 80 % du total en 2000, plus de 50 % en 2014), alors que le nombre estimé de juifs en France est 8 fois inférieur à celui des musulmans (voir infra, 5.2).

Les actes anti-musulmans ne sont recensés à part que depuis 2011. Ils visent principalement des femmes voilées et des mosquées. Ils se multiplient après les attentats terroristes, générant peur et ressentiment au sein de la population musulmane.

Les musulmans sont de loin, après les Roms, la minorité la plus rejetée en France, avec un très bas niveau sur l'Indice longitudinal de tolérance.

### **Nouvelles données**

Les principaux enseignements apportés par nos nouvelles données (focus groups avec des réfugiés, séminaire avec des associations travaillant avec les réfugiés et représentants de la société civile et de l'État, entretiens avec des représentants de la communauté juive) sont les suivants :

- ils montrent l'ambivalence de l'opinion publique française envers les réfugiés, un mélange de compassion et de peur, de sympathie et d'hostilité.
- le principal argument mis en avant pour les rejeter est la pénurie de ressources (il faut aider les Français d'abord) et la peur de terroristes infiltrés.
- le risque que les réfugiés soient des vecteurs d'antisémitisme apparaît comme un non-sujet, sauf au sein de la minorité juive.
- chez cette dernière néanmoins ce n'est pas le problème majeur, elle craint plus l'antisémitisme « local », préexistant.
- la première préoccupation des migrants et des réfugiés est la survie, trouver un logement, un travail, obtenir des papiers.
- toutes les ONG s'accordent pour relever l'absence de toute trace significative d'antisémitisme parmi les réfugiés avec lesquels elles travaillent.
- le principal problème à leurs yeux serait plutôt l'hostilité et les conflits intercommunautaires, entre réfugiés et migrants d'origines nationales et d'appartenances ethniques différentes.

### **Discours public**

Les réseaux sociaux sont des propagateurs actifs d'antisémitisme, surtout des sites comme ER (Egalité et Réconciliation d'Alain Soral/Dieudonné, 8 millions de visites mensuelles) mais globalement les commentaires antisémites sont beaucoup moins visibles que les commentaires islamophobes, xénophobes ou homophobes.

Le Front national et plus largement les sites d'extrême droite amis, la « fachosphère », sont toujours le principal vecteur non seulement d'antisémitisme, mais aussi de violentes prises de position contre les réfugiés et les immigrés.

La tendance des médias en général est de décrire les réfugiés de manière ambivalente, compassionnelle (le petit garçon syrien, les boat people) mais aussi effrayante (invasion, coûts trop élevés) et hyper simplifiée (des pauvres gens, des victimes).

### **Intégration des prochaines générations de migrants MENA**

On compte 6,7 millions de descendants d'immigrés en France, généralement de nationalité française, c'est le taux le plus élevé en Europe de « deuxièmes générations ». Elles sont victimes d'inégalités et de discriminations socioéconomiques, à l'école et sur le marché du travail. Néanmoins elles se mélangent avec la population majoritaire, elles partagent largement ses valeurs, même si elles se montrent plus conservatrices sur les questions de sociétés et notamment la sexualité. Elles se différencient également sur le plan des attitudes

et des comportements politiques. Les descendants d'immigrés sont moins souvent inscrits sur les listes électorales, et participent par conséquent moins aux élections. Mais ils sont plus intéressés par la politique et ils penchent massivement à gauche (voir Français comme les autres ? Brouard et Tiberj, 2005 et 2011).

### **Instruments de suivi et réponses de l'Etat et de la société civile**

Les instruments de mesure et de prévention de l'antisémitisme en France sont nombreux :

- Statistiques de la police sur les actions et les menaces racistes et antisémites.
- Surveillance des incidents racistes et antisémites dans les écoles (Système d'information et de vigilance sur la sécurité scolaire/SIVIS).
- Sondage annuel sur le racisme et l'antisémitisme de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH).
- Rapports annuels du Défenseur des droits.
- Enquête annuelle de victimation « Cadre de vie et sécurité » réalisée depuis 2007 sous l'égide de l'INSEE et de l'Observatoire national de la délinquance et de la réponse pénale (ONRDP).
- Surveillance des discours de haine sur Internet par la Plateforme d'Harmonisation, d'Analyse, de Recoupement et d'Orientation des Signalements (PHAROS).

La CNCDH fait un bilan critique annuel de l'ensemble de ces instruments et des efforts ont été faits récemment pour améliorer les instruments de mesure de l'antisémitisme et du racisme en général par notamment une coopération accrue des services de la police et la justice.

Ex-premier Ministre Manuel Valls a beaucoup fait pour protéger et rassurer la communauté juive française, relançant une structure ancienne, la Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme (DILCRA) en 2014, devenue DILCRAH (Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT) depuis, mettant la lutte contre l'antisémitisme au cœur du nouveau plan annuel de lutte contre toutes les formes de racisme de la DILCRAH et apportant son soutien à la communauté juive.

Le Ministre de l'Intérieur en charge des affaires religieuses et des cultes rencontre régulièrement les représentants des six principales religions, catholique, protestante, juive, orthodoxe, musulmane et bouddhiste. La communauté juive est, depuis le temps de Napoléon, représentée par le Consistoire Israélite de France sur les questions religieuses, et pour celles qui concernent la communauté par le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF). La communauté musulmane est représentée depuis 2003 par le Conseil français du culte musulman (CFCM) mais son autorité et sa légitimité sont faibles. Le CRIF et le CFCM se rencontrent régulièrement et ont pris position ensemble en 2015 contre les attaques terroristes, contre toute forme de racisme et, tout récemment, en faveur des réfugiés.

## Conclusion

L'antisémitisme ne s'est pas développé dans le sillage de la crise des réfugiés de 2011. Pour ce qui est des actes antisémites, ils se sont développés après la Seconde Intifada (2000) en réaction au conflit israélo-palestinien. Pour ce qui est des opinions antisémites (Indice longitudinal de tolérance envers les minorités sur la base du Baromètre annuel de la CNCDH), au contraire, elles déclinent depuis 1990 et les Juifs sont de loin la minorité la mieux acceptée, les Musulmans la plus rejetée (après les Roms). La seule ombre au tableau est la persistance de vieux stéréotypes à propos de l'argent et du pouvoir ainsi que le sentiment que les Juifs sont des privilégiés.

Les Français juifs ont par rapport aux autres communautés juives en Europe le sentiment d'insécurité le plus élevé (enquête FRA 2012). Mais leurs peurs sont focalisées sur la montée d'un « nouvel » antisémitisme porté par les jeunes musulmans issus de l'immigration plus que sur les réfugiés.

L'opinion publique française ne lie pas l'antisémitisme aux migrants et aux réfugiés MENA, c'est un « non-problème ». Les Français s'inquiètent plus du terrorisme islamiste, qui ne cible pas seulement les Juifs mais plus largement les sociétés française et occidentales et leur mode de vie.

## Recommandations

### Surveillance

Il faudrait développer et affiner les instruments de surveillance de l'antisémitisme, du racisme et de l'islamophobie et les victimes devraient être encouragées à s'en servir (numéro vert facilitant la déclaration, formation des policiers à recevoir les plaintes, campagnes de sensibilisation).

### Recherche

Il faudrait favoriser une perspective globale pour aborder l'antisémitisme et ses facteurs, en le comparant aux autres formes de racisme (contre les Noirs, les Musulmans, les Roms) et en cherchant ce qui les rapproche et ce qui les distingue, sans considérer a priori qu'il existe une hiérarchie des racismes et que l'antisémitisme serait par nature différent ou plus important. Et il faudrait explorer les mécanismes et les facteurs de l'hostilité intergroupes en général (Musulmans à l'égard des Noirs, à l'égard des Roms, Juifs à l'égard des Musulmans etc...). Il y a peu d'études en France sur la question à cause de l'interdiction d'introduire l'ethnicité dans les statistiques officielles (le tabou des statistiques dites « ethniques »). Il faudrait les encourager, à condition de respecter l'anonymat des répondants.

### Politiques publiques d'intégration

Il faudrait réimpliquer l'Etat sur cette question des réfugiés. Toutes les associations travaillant avec des réfugiés ont le sentiment d'avoir été abandonnées, sans les ressources nécessaires pour gérer cette population. Il leur faudrait plus de moyens pour les intégrer, leur apprendre le français, les coutumes françaises, les mélanger avec la population française. Et un prérequis serait de dé-essentialiser la notion de « réfugié », de prendre en compte la diversité de cette population. C'est une condition nécessaire pour mener des politiques publiques efficaces (selon qu'ils ont fait des études ou pas, qu'ils ont ou non le projet de rester et de s'intégrer en France, selon leur statut – demandeur d'asile ou réfugié).

Il faudrait aussi reconsidérer la manière d'enseigner l'histoire de France à l'école, intégrer les mémoires de toutes les minorités, pour éviter une concurrence mémorielle stérile.

### Actions de la société civile

Elles devraient se déployer dans deux directions. La première est l'implication des organisations juives françaises dans l'aide aux réfugiés, comme y appelaient publiquement les principales organisations représentatives de la communauté juive (cf l'appel du Grand rabbin de France du 10 septembre 2015). C'est le meilleur moyen de tisser des relations interpersonnelles fondées sur le respect et la solidarité et de montrer que l'antisémitisme n'a pas de raison d'être. La seconde est le dialogue interculturel (pas seulement inter-religieux dans une société comme la France attachée au principe de laïcité), développant ce que le sociologue Robert Putnam appelle le capital social « passerelle » (*bridging*), amenant des personnes de religions, de cultures, de milieux différents à travailler ensemble et à se faire confiance sur des projets antiracistes communs.

---

#### Endnotes

- 1 Ce projet de recherche reprend les définitions de l'Organisation des Nations Unies et de la Banque mondiale pour les pays MENA, et inclut en outre l'Afghanistan, l'Érythrée et la Turquie.
- 2 [www.insee.fr/fr/statistiques/2418102?champ=fm](http://www.insee.fr/fr/statistiques/2418102?champ=fm).
- 3 [www.ined.fr/fichier/s\\_rubrique/19558/dt168\\_teo.fr.pdf](http://www.ined.fr/fichier/s_rubrique/19558/dt168_teo.fr.pdf).
- 4 [www.ined.fr/fr/tout-savoir-population/chiffres/france/immigres-et-rangers/population-immigree/](http://www.ined.fr/fr/tout-savoir-population/chiffres/france/immigres-et-rangers/population-immigree/).
- 5 Source : Trajectoires et Origines, Ined/Insee, 2008.

Existe-t-il un lien entre l'antisémitisme et l'immigration en Europe de l'Ouest aujourd'hui ?

L'ensemble des rapports de recherche de cette étude peut être téléchargé sur les sites suivants :

Stiftung EVZ: [www.stiftung-evz.de](http://www.stiftung-evz.de)

Pears Institute for the study of Antisemitism: [www.pearsinstitute.bbk.ac.uk](http://www.pearsinstitute.bbk.ac.uk)